

Rejoignez le PRG

force de proposition

Trois opportunités se présentent aujourd'hui pour établir que le PRG est, à gauche, une force majeure de proposition.

« Le PRG regroupe les hommes et les femmes qui se reconnaissent dans une vision réformatrice, humaniste et laïque de la société. Il propose une vision spécifique de l'organisation sociale fondée sur la primauté des individus. »

La première est celle du CPE, contre lequel, parmi les premiers, le PRG s'est élevé. Pour des raisons qui, en effet, vont bien au-delà du simple réflexe d'opposant, et touchent à la conception même que les radicaux se font de l'homme et de l'économie. Les radicaux n'ont rien contre le marché, qui est certainement le meilleur outil d'ajustement des capacités de production des hommes à leurs besoins. A condition, toutefois, qu'il concerne seulement les marchandises. L'homme, en revanche, ne peut être, pour un radical, un objet de marché ; que l'on recrute ou licencie à discrétion, au gré des besoins du moment; et dont la rémunération résulterait du jeu mécanique de l'offre et de la demande. L'objectif de flexibilité du marché de l'emploi, auquel participe le CPE, est dès lors, pour nous, radicalement irrecevable. Le même CPE est inacceptable pour une autre raison, que l'on saisira mieux en se rappelant qu'à Rennes, le PRG a placé l'objectif de la modernisation sociale de l'entreprise au premier rang de ses priorités. Pour le PRG, la grande entreprise ne peut être seulement la chose d'une poignée d'actionnaires. Elle est une collectivité d'acteurs, associant durablement actionnaires comme salariés dans la poursuite d'objectifs communs, le partage de la gouvernance, la répartition du produit. L'emploi précaire est incompatible avec une telle approche. Le CPE reflète une conception du salariat tout aussi passéiste que celle que d'autres mettent en avant, au nom de la lutte des classes. Mais il faut aller au-delà du simple refus. Et proposer à nos partenaires à gauche la réflexion collective qui pourra conduire à d'indispensables propositions alternatives. En 2007, la gauche n'aura pas de programme commun. Elle pourrait offrir aux français un projet commun sur une question qui les concerne tous, celle de l'emploi.

La deuxième est celle des présidentielles de 2007. La gauche doit cette fois-ci l'emporter. Et pour cela, se rassembler autour d'une candidate ou d'un candidat qui, au second tour, battra celui de la droite. Le PRG, faute d'avoir reçu réponse, de la part de ses partenaires, à sa demande d'élections primaires présidentielles, présentée simultanément à l'Assemblée Nationale et au Sénat en forme de proposition de loi, vient de lancer une grande pétition nationale pour des primaires à gauche. Certains croient à l'utopie, et voudraient déjà renoncer. Il faut persévérer. Même si notre proposition, pour aboutir, doit recevoir les adaptations nécessaires.

Les Verts tiennent à être identifiés, par la désignation d'un candidat, dont la procédure est déjà en cours. Les socialistes voudront choisir eux-mêmes, dans leurs rangs, le porteur de leur drapeau. Les radicaux savent bien, également, qu'il est difficile d'exister, dans la vie politique française d'aujourd'hui, si l'on ne participe pas, d'une manière ou d'une autre, au débat fondamental dont la présidentielle est l'occasion. Mais tous savent aussi que, si l'on veut éviter un nouveau 2002, il faudra bien se rassembler. Alors pourquoi ne pas imaginer, par exemple, qu'après la triple désignation de, disons, ce n'est pas un choix ou une prévision mais une illustration, Dominique Voynet, Ségolène Royal et Christiane Taubira, et le libre développement, par chacune, du programme de sa formation, les représentantes des trois formations concernées soumettent leur candidature au jugement des sympathisants de la gauche de gouvernement, de façon à ce qu'en fin de compte, l'unité, condition du succès, soit assurée ? La pétition pour des primaires à gauche, que l'on pourra organiser selon la formule appropriée, le moment venu, peut favoriser l'unité.

La troisième concerne l'Europe.

Le referendum sur le projet de traité constitutionnel a divisé la gauche et, au sein de la gauche, les partisans de l'Europe. Ceux-là, au moins, doivent être rassemblés. Pour ce faire chacun doit faire des concessions, et avancer vers une solution qui remette sur les rails la construction européenne. Ayant clairement pris position pour le oui à un Traité qui, en l'état, ne pourra voir le jour, le PRG peut montrer le chemin de la réconciliation, sans renoncer à son engagement européen. Beaucoup disaient de ce Traité qu'il n'était pas une véritable constitution ? Soit, cela peut être admis. Il ne s'agissait pas d'édifier un Etat. Il peut être renoncé au terme de Constitution. Envisageons un simple traité. L'adoption de ce qui en formait la première partie, notamment en matière de règles de vote, est indispensable à la survie même de l'Europe à 25. Chacun le sait. Cette première partie doit être adoptée. Il en va de même de la seconde. Qui, à gauche, pourrait s'opposer à la considérable avancée des Mettons la Charte dans le nouveau Traité. Et laissons la troisième partie, où de fait, des améliorations sensibles peuvent être apportées, à l'élaboration plus patiente d'avancées nouvelles, notamment sur le plan social, que favoriseront de futures victoires de la gauche, notamment en France.

Dans les Yvelines, rejoignez le Parti Radical de Gauche (PRG) !

Je souhaite être informé des initiatives du Parti Radical de Gauche

Je souhaite adhérer au Parti Radical de Gauche

Nom et
Prénom.....

Adresse.....Email.....

Fédération des Yvelines du Parti Radical de Gauche.

79, rue des Ecoles 78955 Carrières-sous-Poissy

Tél./ Fax 01 30 06 82 04 - 06 88 64 25 38 - Email: contact@prg78.org - web: <http://prg78.over-blog.com>

Ne pas jeter sur la voie publique. Imprimé par nos soins.

